

Jan Douwe Van der Ploeg

Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires Un nouveau paradigme du développement territorial ?

Éditions Quæ

Chapitre 13 - Gouverner la coexistence dans une économie « en transition » : élevage paysan et mégafermes dans le secteur laitier vietnamien

Guillaume Duteurtre, Pascal Bonnet, Nathalie Hostiou, Mai Huong Nguyen, Duy Khanh Pham, Jean-Daniel Cesaro et Emmanuel Pannier

Éditeur : Éditions Quæ
Lieu d'édition : Versailles
Année d'édition : 2021
Date de mise en ligne : 7 décembre 2021
Collection : Nature et société
EAN électronique : 9782759234967



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

DUTEURTRE, Guillaume ; et al. *Chapitre 13 - Gouverner la coexistence dans une économie « en transition » : élevage paysan et mégafermes dans le secteur laitier vietnamien* In : *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires : Un nouveau paradigme du développement territorial ?* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2021 (généré le 29 septembre 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/40270>>. ISBN : 9782759234967.

© Éditions Quæ, 2021
Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0

GOUVERNER LA COEXISTENCE DANS UNE ÉCONOMIE

« EN TRANSITION »

Élevage paysan et mégafermes dans le secteur laitier vietnamien

Guillaume Duteurtre, Pascal Bonnet, Nathalie Hostiou,
Nguyen Mai Huong, Pham Duy Khanh,
Jean-Daniel Cesaro, Emmanuel Pannier

Le Vietnam s'est engagé depuis trente ans dans une transition vers une « économie de marché à orientation socialiste ». Quels impacts cette transition a-t-elle eus sur la diversité des formes de production agricole ? En quoi cette expérience nous éclaire-t-elle sur la coexistence de modèles de développement agricoles et agroalimentaires ?

Comme dans la plupart des pays de l'ancien bloc communiste, la transition correspond à un changement radical d'orientation politique, en particulier en matière économique. Suite aux politiques du *Đổi Mới* (« Renouveau ») lancées en 1986 par le Parti communiste vietnamien, le pays s'est engagé dans des réformes profondes. Cette transition vers le Vietnam « post-socialiste » est encore en cours (Fortier et Tran Thi Thu Trang, 2013). Elle est profonde, progressive, et touche à de nombreux secteurs. Au-delà de la transition économique, on repère des transitions démographique, alimentaire, technologique ou agraire, même si ces processus stylisés s'intègrent en fait dans une réalité plus complexe (Lagrée, 2010).

Le cadre d'analyse fourni par l'approche multiniveau des transitions (*multi-level perspective*) permet d'aborder ces changements pluridimensionnels comme une « transition sociotechnique » (Geels, 2004 ; Geels et Schot, 2007). Ce cadre d'analyse est particulièrement

adapté pour aborder les transitions de long terme dans le secteur agricole et leur impact sur le développement durable (Darnhofer, 2015). Il convient en particulier « de ne pas considérer la transition uniquement comme une comparaison entre deux situations espacées dans le temps, mais de saisir ce qui se joue pendant la transition : l'état de passage » (de Terssac *et al.*, 2014).

L'approche multiniveau propose de considérer trois composantes (ou « niveaux ») qui déterminent la dynamique de changement. Le régime sociotechnique, d'abord, est défini comme un ensemble cohérent de pratiques, de techniques et de règles sociales. On parle parfois de régime « dominant » pour exprimer la prééminence d'un type de régime à un moment donné. Les innovations de niche, ensuite, rendent compte de ruptures radicales par rapport au régime dominant, et se situent parfois au niveau local. Ces innovations peuvent remettre en cause le régime dominant. Le paysage sociotechnique, enfin, détermine le contexte général, les conditions extérieures au régime, telles que les tendances démographiques et environnementales globales, les orientations politiques, les valeurs sociales, etc. Ce paysage évolue sous l'effet de décisions ou de chocs, ou de manière tendancielle (Geels, 2004 ; Geels et Schot, 2007).

Nous proposons d'aborder la transition à l'œuvre dans l'agriculture vietnamienne par une étude de cas sur le secteur laitier. Le choix de ce secteur nous paraît intéressant en raison de la rapidité des changements qu'il a connus. Entre 1990 et 2017, la production laitière vietnamienne a été multipliée par quinze. C'est le plus fort taux de croissance du secteur laitier dans cette région du monde (tableau 13.1).

Tableau 13.1. Évolution de la production laitière comparée dans six pays d'Asie (tonnes).

Année	1990	2000	2010	2017	Ratio 2017/1990
Bangladesh	1 593 503	1 507 310	2 035 550	2 005 405	1,3
Indonésie	599 155	1 009 289	1 492 848	1 540 200	2,6
Thaïlande	130 278	520 115	911 000	421 961	3,2
Inde	53 678 000	79 661 000	121 847 000	176 272 357	3,3
Chine	6 820 400	11 986 000	40 803 769	34 469 224	5,1
Vietnam	60 471	84 525	338 662	909 103	15,0

Source : FaoStat, 2019.

Ce chapitre constitue une synthèse de travaux pluridisciplinaires conduits dans plusieurs régions au Vietnam entre 2014 et 2016 sur la transformation du secteur laitier. Il rend compte d'enquêtes de terrain

auprès de différents acteurs (éleveurs, transformateurs, collecteurs de lait, responsables politiques locaux et nationaux). Les travaux ont porté sur l'analyse des trajectoires de fermes (Pham Duy Khanh *et al.*, 2016), et sur la transformation des filières et des territoires (Duteurtre *et al.*, 2015 ; 2016 ; Nguyen Mai Huong *et al.*, 2017).

LES POLITIQUES DU ĐỔI MỚI ET L'APPUI AU MODÈLE D'AGRICULTURE PAYSANNE

L'essor du modèle d'agriculture paysanne a résulté des réformes du *Đổi Mới*, dont l'objectif était de libérer les énergies individuelles au détriment des organisations collectivistes, jugées inefficaces.

LES EXPLOITATIONS PAYSANNES AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE POST-ĐỔI MỚI

Jusqu'au *Đổi Mới*, l'élevage laitier resta le domaine exclusif des « fermes d'État » (*Nông lâm trường*) qui étaient le résultat pour certaines de la nationalisation d'anciennes exploitations coloniales (Duteurtre *et al.*, 2015). La réémergence des exploitations familiales, et la reconnaissance officielle de leur rôle dans le secteur laitier au Vietnam furent permises par les réformes politiques, économiques et foncières du *Đổi Mới* qui se firent de manière progressive. Déjà au cours des années 1970 et 1980, la persistance des « lopins et jardins familiaux » avait permis le maintien d'une économie paysanne résiduelle significative. Mais l'élevage laitier n'avait pas encore pénétré cette économie familiale (Brocheux, 2009).

C'est le sixième congrès du Parti communiste qui entérina en 1986 le changement d'orientation politique. En 1988, la résolution 10 du Parti communiste reconnut l'agriculture familiale comme le modèle principal de production agricole et autorisa les paysans à commercialiser directement leurs productions. La loi foncière de 1993 fixa le terme du « droit d'usage privé de la terre », organisé autour de baux fonciers à durée limitée. Les certificats de droits fonciers (*giấy chứng nhận quyền sử dụng đất*), aussi appelés « livrets rouges » (*sổ đỏ*), furent attribués pour une durée renouvelable, tandis que la terre resta la propriété de l'État. Ce régime foncier permit la redistribution d'une partie des terres collectives aux familles « au prorata du nombre d'ayants droit par foyer » (Gironde, 2008). Ces réformes du foncier conduisirent à un développement rapide de la production agricole privée. En 2006, on comptait 10,46 millions de ménages agricoles exploitant 0,9 hectare en moyenne (GSO, 2018).

Dans le secteur laitier, ces réformes se traduisirent par l'essor des petites exploitations laitières familiales à l'intérieur ou en périphérie du périmètre foncier des anciennes fermes d'État. Ces fermes

gouvernementales, qui connaissaient de grandes difficultés de gestion, furent converties en centres de recherche et de développement (cas de la ferme de Ba Vi) ou en entreprises semi-privées (cas de la ferme de Moc Chau). Les vaches furent distribuées aux anciens ouvriers ou à des paysans nouvellement installés. Un petit nombre de fermes d'État furent vendues à des privés (cas de la ferme de Son Dong).

Pour accompagner ce mouvement, le Plan national de développement laitier (PNDL) lancé en 2001 plaça l'essor des familles rurales au cœur de sa stratégie. Ce plan¹ eut pour effet de renforcer les structures publiques en charge de l'appui aux exploitations : crédit à l'achat de génisse, formations techniques, subventions à l'équipement et aux intrants. Parallèlement, plusieurs programmes d'investissements publics visaient à renforcer les infrastructures rurales.

Ce contexte réglementaire post-*Đổi Mới* permit le développement de projets individuels paysans, couplés à de nombreux investissements de firmes privées nationales (comme Vinamilk ou IDP) et internationales (comme Nestlé ou Dutch Lady). Ces firmes achetaient le lait et fournissaient de l'aliment industriel et du crédit. Cette alliance entre paysans, firmes et autorités locales eut pour effet de doper la production nationale. Entre 1990 et 2010, la production laitière quintupla. En 2010, on comptait 20 000 exploitations laitières qui possédaient 6 vaches en moyenne et produisaient 328 000 tonnes par an (figure 13.1).

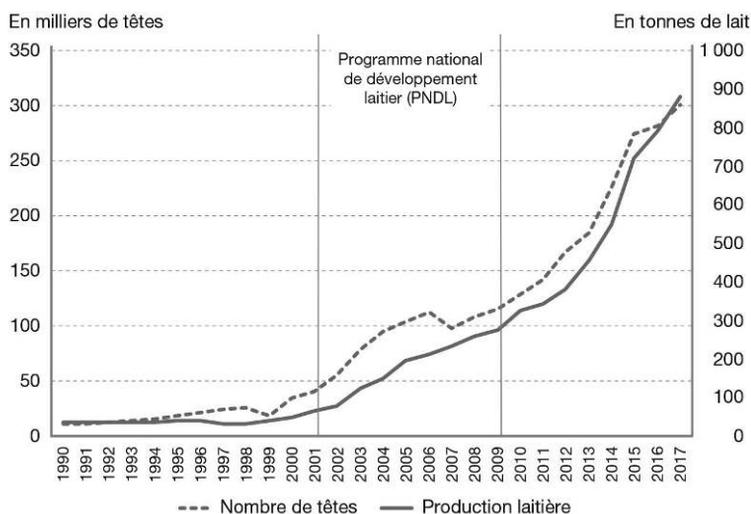


Figure 13.1. Évolution du cheptel laitier et de la production laitière nationale au Vietnam de 1990 à 2017.

Source : GSO, 2019.

1. Entériné par la décision n° 167/2001 du Premier ministre.

Cet essor du secteur laitier paysan a reposé sur des solutions techniques adaptées aux contraintes locales des très petites exploitations disposant de moins d'un hectare. L'élevage en étable entravée de vaches croisées Holstein, nourries à l'auge avec un mélange de concentrés industriels et de fourrages verts, a constitué la base de ce système très intensif en main-d'œuvre. La culture d'herbe à éléphants (*Pennisetum purpureum*), qui procure des rendements élevés sur de très petites surfaces, s'est rapidement imposée, grâce notamment à la mise au point d'une variété hybride très productive (la variété VA06), suivie par la culture de maïs fourrager. L'essor des petites exploitations a été accompagné par l'émergence d'un tissu territorial d'entreprises de service en amont et en aval qui ont permis ce développement agricole : ateliers de transformation laitière, industries laitières, fabricants d'aliments concentrés, collecteurs, commerçants. L'émergence de ce secteur privé agroalimentaire de proximité a fortement bénéficié de la fourniture complémentaire de services publics locaux aux éleveurs : dans les principaux bassins laitiers, le PNDL et les autres projets d'appui ont soutenu les formations aux éleveurs et l'accès au crédit et aux équipements (Duteurtre *et al.*, 2015)

UNE PÉRIODE MARQUÉE PAR UN RÉGIME SOCIOTECHNIQUE « PAYSAN »

Ainsi, de 1993 à 2008, l'élevage laitier au Vietnam a été dominé par un régime sociotechnique que l'on peut qualifier de « paysan ». Ce régime s'est caractérisé par la conjonction d'un ensemble cohérent de pratiques, de techniques et de règles sociales (tableau 13.2). Cette période a aussi correspondu à une « réhabilitation de l'économie familiale » (Gironde, 2008), c'est-à-dire à des changements de normes et de valeurs collectives. Un nouveau modèle de développement agricole a émergé, qui reposait sur une conception sociale du rôle de l'agriculture, et sur une nouvelle demande pour des aliments diversifiés et synonymes de santé et de modernité, tels que les produits laitiers. Ces changements de valeur se sont traduits par plusieurs évolutions réglementaires, et par la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de l'élevage laitier familial.

L'émergence de ce régime paysan a été une réponse à un changement radical du paysage sociotechnique (crise de l'économie collectiviste, avènement d'une économie de marché) qui a conduit à la mise en œuvre de nouvelles réglementations et de politiques favorables aux exploitations familiales et au commerce privé. L'émergence de ce régime au cours des années 1990-2000 peut aussi être interprétée comme la résultante de plusieurs innovations de niche apparues au moment de la crise du système collectiviste : la persistance des « lopins familiaux » dès les années 1970, et l'émergence des « contrats de production » au début des années 1980 (figure 13.2).

Tableau 13.2. Caractérisation des deux régimes sociotechniques du secteur laitier de 1986 à 2019.

Domaines	Composantes sociotechniques du régime « paysan » (1986-2008)	Composantes sociotechniques du régime « agro-industriel » (2008-2019)
Pratiques d'élevage	Pratiques intensives de production basées sur l'élevage en étable entravée de vaches laitières de races croisées, l'achat d'aliments industriels, la culture intensive de fourrages verts	Fermes commerciales familiales intensives et mégafermes industrielles basées sur l'élevage en stabulation de vaches de pure race Holstein, avec alimentation par mélange de concentré et d'ensilage
Organisation de l'économie	Libéralisation des marchés domestiques , ventes régulières de lait de collecte à l'industrie Construction d'un tissu économique mixte public-privé constitué de sociétés d'État, de services techniques, de firmes privées, de PME Développement d'un système de grande distribution (boutiques, supermarchés) et apparition de nouvelles pratiques de consommation	Ouverture des marchés à la concurrence internationale , par des accords commerciaux et l'établissement de normes sanitaires. Compétition sur les prix Construction d'oligopoles laitiers constitués de firmes laitières de grande taille, dont certaines intègrent l'ensemble des activités amont et aval Développement d'un capitalisme agro-industriel basé sur la bourse de Hanoi et d'Hô Chi Minh-Ville.
Technologie et savoir-faire, recherche et développement	Pratique de l' insémination artificielle permettant des mélanges, maîtrise de l'environnement sanitaire des élevages, savoir-faire et innovations en matière de cultures fourragères et de collecte et transformation du lait	Systèmes à haute productivité du travail reposant sur une mécanisation de la plupart des pratiques d'élevage et un haut niveau de technologie laitière et de capital (élevage de précision) Industrialisation de la transformation
Valeurs culturelles et normes alimentaires et sociales	Enjeux sociaux : la production laitière comme moyen d'essor des familles rurales Enjeux sanitaires : le lait = santé, croissance et modernité	Enjeux sociaux : attrait pour la technologie moderne, pour le gigantisme technologique Enjeux sanitaires : le lait industriel = symbole de sécurité sanitaire, de santé et de modernité

Source : nos enquêtes.

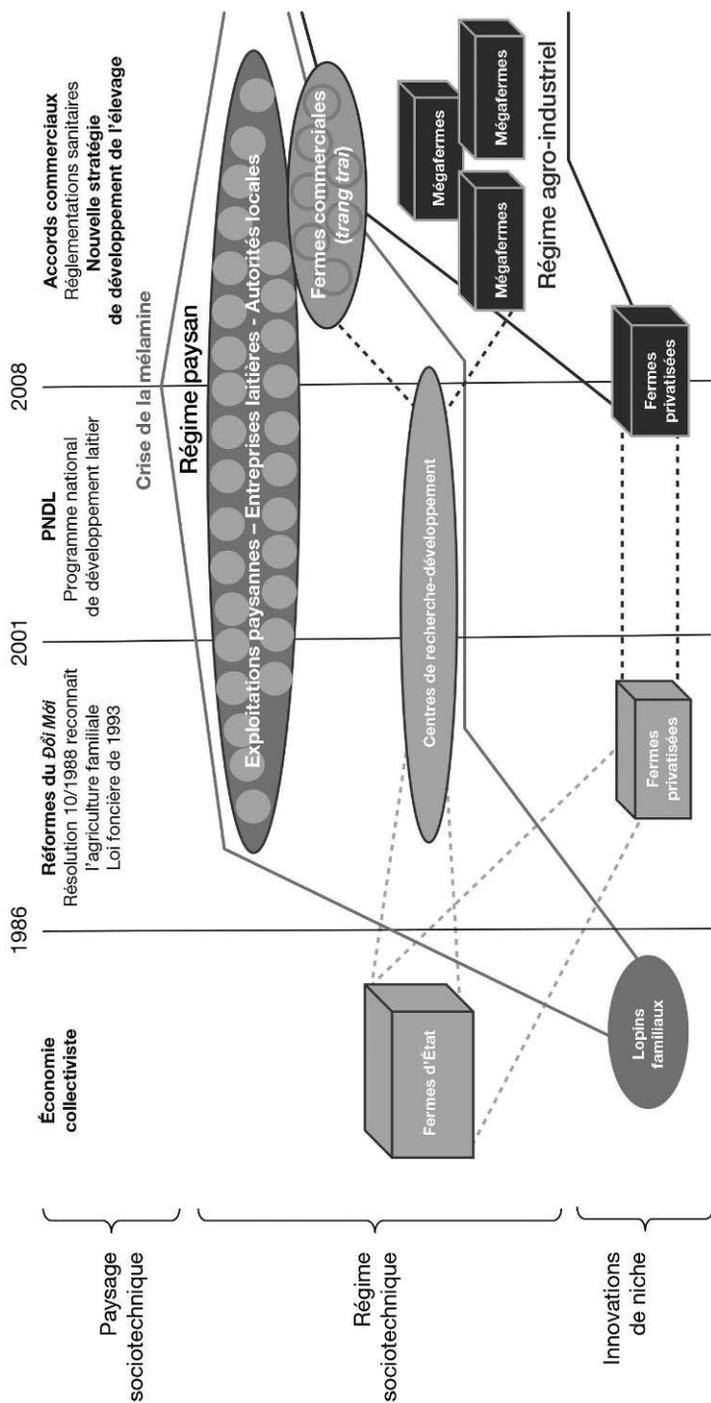


Figure 13.2. Trajectoire socio-technique du secteur laitier vietnamien.

L'ÉMERGENCE DES MÉGAFERMES ET LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME « AGRO-INDUSTRIEL »

À partir de 2008, le secteur laitier au Vietnam a connu d'importants changements qui ont conduit à une modification du paysage sociotechnique et à l'émergence d'un nouveau régime. Les politiques publiques se sont orientées vers l'industrialisation du secteur laitier. Il s'agissait de promouvoir les exploitations de grande taille, de réduire le déficit commercial, de promouvoir de nouvelles normes sanitaires, et de renforcer la compétitivité du secteur face à l'ouverture internationale.

UNE REMISE EN CAUSE DU RÉGIME « PAYSAN »

Le secteur laitier au Vietnam fut d'abord significativement touché par la crise de la mélamine. En octobre 2008, alors que le pays importait l'équivalent de 618 000 tonnes équivalent-lait chaque année, soit environ 80 % de la consommation nationale, le pays a dû faire face à des importations de lait en poudre frelaté venant de Chine. En Chine, la présence de mélamine dans de nombreux lots de lait en poudre infantile avait conduit à l'hospitalisation de plusieurs dizaines de milliers de jeunes enfants, et à la mort de six bébés. Le Vietnam a réagi en stoppant ses importations de lait chinois et en fermant certaines industries locales utilisant du lait en poudre frelaté. Cette crise a conduit à un regain d'intérêt des industriels pour la production de lait local dans un contexte où la confiance des consommateurs vis-à-vis des industries laitières était fortement dégradée. Plusieurs de ces industriels ont ainsi investi dans l'appui aux producteurs, et dans la mise en place de fermes laitières spécialisées industrielles.

La crise de la mélamine est intervenue au même moment qu'émergeait une demande pour des « produits sains » ou « sûrs » (*thực phẩm sạch*), répondant à des normes industrielles ou à des systèmes de garantie. Suite à son adhésion à l'OMC en 2007, le Vietnam a multiplié les accords commerciaux. En lien direct avec ces évolutions, la loi sur la sécurité sanitaire des aliments² ratifiée en 2010 a donné lieu à plusieurs décrets et circulaires de mise en œuvre au cours des années qui ont suivi. Ainsi ont émergé des dispositifs de certifications dans d'autres filières telles que la viande ou les légumes « sûrs ». Ces politiques de sûreté sanitaire ont favorisé l'industrialisation du secteur laitier, avec une plus forte concentration de la production et une intégration de la production par les industriels eux-mêmes.

Parallèlement, dans le secteur de l'élevage, un nouveau type de politique est apparu en 2008 pour répondre au besoin de réduction de la

2. Loi n° 55/2010/qh12 du 17 juin 2010.

dépendance du pays vis-à-vis des importations. Ce virage fut amorcé par la « Stratégie de l'élevage à l'horizon 2020 » lancée en 2008³. L'objectif principal de cette stratégie était de créer les conditions d'émergence de fermes familiales avec une production intensive et de grandes fermes industrielles. Cette réglementation fut suivie, en 2014, par une nouvelle décision⁴ du ministère de l'Agriculture et du Développement rural qui avait pour but d'améliorer la valeur ajoutée du secteur de l'élevage, tout en garantissant les principes du développement durable. Cette décision confirma les orientations de la stratégie à l'horizon 2020, mais en tentant d'y ajouter des garde-fous environnementaux. Dans cette lignée, le Vietnam se dota en 2018 d'une loi sur l'élevage⁵. Cette loi souligna le besoin de coopération entre acteurs dans le secteur de l'élevage, la promotion des zones de production avec de fortes exigences en matière de sécurité sanitaire et le maintien de la coexistence des différents modèles de l'élevage. Cette inscription claire dans la loi du terme « coexistence » montrait bien la préoccupation de l'État face à la forte remise en cause du régime paysan entraînée par l'essor rapide des fermes de plus grande taille.

LA PROMOTION DES « FERMES COMMERCIALES » ET DES « ENTREPRISES »

L'émergence de fermes individuelles de grande taille fut d'abord encouragée par la certification d'exploitations familiales sous le label de *trang trại*, que nous qualifions ici de « fermes commerciales ». Il s'agissait de définir des critères d'enregistrement des plus grandes exploitations familiales par les autorités locales au niveau des districts, de manière à orienter certains programmes d'aide vers ces mêmes exploitations. Les critères de certification des fermes en *trang trại* avaient été définis une première fois en 2000 par une circulaire du ministère de l'Agriculture. Ils furent revus à la hausse en 2011 par la circulaire n° 27 du même ministère. Dans le secteur de l'élevage, le seuil passa à 1 milliard de dongs de chiffre d'affaires. Pour une ferme laitière, cela représentait un troupeau d'environ 25 vaches laitières adultes produisant chacune 3 000 litres/an.

En 2016, on comptait 33 500 fermes commerciales « nouvelle formule » dans l'ensemble du secteur agricole, dont 21 060 dans le secteur de l'élevage. Ces fermes commerciales ne représentaient que 0,35 % du total des exploitations agricoles du pays, mais leur nombre était en augmentation de 67 % par rapport à 2011. Toujours selon le recensement de 2016, cette « économie des fermes » (*kinh tế trang trại*) représentait 135 500 emplois permanents, dont 44 % de main-d'œuvre

3. Décision n° 10/2008 du Premier ministre.

4. Décision n° 984/2014 du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MARD).

5. Loi n° 32/2018 sur l'élevage votée à l'Assemblée nationale.

familiale et 56 % de salariés. Pendant ce temps, le nombre de ménages agricoles diminuait : il passa de 10,5 millions à 9,3 millions entre 2006 et 2016 (GSO, 2018). Dans le secteur laitier, cette évolution se traduit par l'essor des fermes de plus de 20 vaches.

Parallèlement, plusieurs réglementations permirent l'installation de « firmes privées » (*doanh nghiệp*) dans l'agriculture et l'agro-industrie. Entre 2006 et 2016, le nombre d'entreprises doubla pour passer de 2 136 à 3 846 sur l'ensemble du pays (GSO, 2018). Dans le secteur laitier, ces entreprises prirent en charge notamment la transformation, la fourniture d'intrants et la commercialisation des produits laitiers.

L'ÉMERGENCE DU MODÈLE DES « MÉGAFERMES »

Mais c'est surtout l'émergence de fermes laitières géantes qui bouleversa l'organisation du secteur laitier au Vietnam. L'engouement des consommateurs pour des produits issus de lait local (suite à la crise de la mélamine), l'appui des autorités à ce type de projets, et les gains estimés d'une organisation industrielle intégrée suscitérent la construction de nombreuses mégafermes. Entre 2007 et 2014, le groupe privé Vinamilk, qui collectait essentiellement auprès de petites exploitations, mit en place cinq fermes industrielles concentrant chacune environ 1 000 vaches laitières. En 2017, la compagnie inaugura une ferme laitière certifiée en agriculture biologique de 500 vaches à Dalat. En 2018, elle mit en route une nouvelle mégaferme de 4 000 têtes à Thanh Hoa. En 2019, la ferme annonçait le lancement d'un nouveau projet de 8 000 têtes à Tay Ninh, et un autre de 24 000 têtes au Laos.

Dans le même temps, l'entreprise TH Milk fondait en 2009 ce qui allait devenir la plus grande mégaferme privée vietnamienne. Installée dans la province de Nghe An, cette ferme comprenait en 2014 un total de 44 000 vaches laitières. En 2017, la firme annonça le lancement d'un nouveau projet de mégaferme de 10 000 têtes dans la province de Ha Giang, puis d'un autre de 5 000 têtes à Phu Yen. La même compagnie assurait envisager en 2019 la mise en place d'une ferme de 10 000 vaches à Thanh Hoa et d'une autre de 20 000 vaches à Soc Trang. Parmi les autres mégafermes privées de création récente, il faut citer la ferme Future-Milk de près de 1 000 têtes installée en 2008 sur l'ancienne ferme d'État de Son Dong, ou les trois fermes industrielles installées entre 2010 et 2015 par la Compagnie de Moc Chau.

Ces mégafermes ont constitué une innovation de niche qui a généré un regain d'intérêt pour les systèmes à haut niveau de technique et de capital, au détriment des systèmes familiaux plutôt intensifs en travail. Ces unités sont basées sur l'élevage en stabulation de vaches Holstein alimentées grâce à un système de rations automatisées constituées d'un mix d'ensilage et d'aliment industriel. Les pratiques de culture de fourrages, la distribution d'aliment et la traite sont mécanisées, générant

ainsi une productivité du travail plus élevée que dans l'élevage laitier familial. Elles se basent aussi sur la mise à disposition par les autorités d'emprise foncière de grande envergure, la plupart du temps héritées d'anciennes fermes d'État.

En 2018, les mégafermes détenaient 32 % du cheptel national, contre 25 % en 2014 et moins de 5 % en 2008. Le reste appartenait aux exploitations familiales.

Cette période vit aussi l'essor d'industries de transformation laitières de dimension internationale. Suite à la privatisation de l'ancienne laiterie d'État Vinamilk dès les années 2000, la compagnie devient la 3^e plus grosse compagnie privée du Vietnam en 2017, détenant la moitié des parts de marché dans le secteur laitier. Il faut aussi citer l'entrée en bourse de TH Milk (166^e compagnie privée vietnamienne par sa taille en 2018), le rachat de la compagnie laitière IDP par un fonds d'investissement japonais en 2015, ou la privatisation totale de la Compagnie laitière de Moc Chau en 2018.

UNE PÉRIODE MARQUÉE PAR UN RÉGIME SOCIOTECHNIQUE « AGRO-INDUSTRIEL »

Nous proposons de qualifier d'« agro-industriel » le régime socio-technique qui a résulté des changements dans le paysage sociotechnique vietnamien, dans la mesure où ce nouveau régime visait à promouvoir les investissements productifs dans l'agro-industrie, au détriment d'une complémentarité entre firmes et paysans qui avait prévalu jusqu'alors (tableau 13.2).

Aujourd'hui, ce renversement du régime sociotechnique apparaît à la fois comme un changement de modèle de développement, et comme une adaptation stratégique des acteurs au nouveau paysage sociotechnique. Les exploitants éleveurs se saisissent des opportunités offertes par le marché pour grossir en taille, grâce à des crédits obtenus auprès de firmes. Les firmes décident d'investir là où les opportunités sont les meilleures, qu'il s'agisse de l'accès à la terre ou d'opportunités de collecte. Et les autorités locales favorisent l'installation des systèmes industriels pour créer des emplois locaux et des revenus pour le district⁶, et pour répondre à la demande domestique en lait local, en très forte croissance. Ces décisions stratégiques aboutissent à l'établissement de nouvelles normes collectives, et à des configurations de filières qui rendent compte de « compromis » entre acteurs locaux, industries et autorités locales. Ces compromis sont les bases d'une « coexistence » entre différents modèles, dont l'équilibre en matière d'accès aux ressources et de compétition reste bien fragile.

6. Au Vietnam, les 63 provinces qui constituent le pays sont divisées en districts. Les districts sont eux-mêmes divisés en communes.

LA COEXISTENCE DES MODÈLES LAITIERS : ENTRE COMPROMIS PRAGMATIQUES ET DYNAMIQUE DU CAPITALISME

Les arbitrages des autorités pour orienter cette coexistence se sont illustrés en particulier dans la gestion du foncier et dans la promotion de partenariats locaux.

LA MAÎTRISE DU FONCIER, UNE PRÉROGATIVE DE L'ÉTAT POUR ORIENTER LA TRANSITION

Le foncier est apparu comme un élément central du paysage socio-technique. Sa maîtrise par les services de l'État leur a permis d'orienter fortement l'issue de la transition. Dès le début des années 1990, les « distributions » aux familles paysannes consécutives aux réformes du *Đổi Mới* favorisèrent un modèle de petite agriculture paysanne. Ce partage des ressources fut particulièrement équitable, avec en moyenne 0,9 hectare disponible par ménage. Cette redistribution entérinée par l'attribution de « livrets rouges » aux familles paysannes a engendré l'essor de systèmes agricoles diversifiés et très intensifs en terre et en travail (Pham Duy Khanh *et al.*, 2016).

Cependant, à partir de 2008, les autorités favorisèrent le regroupement de fonciers afin de permettre l'émergence progressive de fermes de plus grande taille, susceptibles de répondre aux besoins affichés par la stratégie de développement de l'élevage. Le nombre de « fermes commerciales » augmenta, tandis que le nombre de ménages agricoles diminuait. Parallèlement, les autorités locales favorisèrent des transactions foncières favorables à l'émergence d'agro-industries en attribuant les emprises qui étaient restées sous la gestion directe de l'État. Cette tendance fut particulièrement claire dans le secteur laitier, avec l'émergence de nombres de mégafermes mentionnées ci-dessus. Bien sûr, les emprises foncières des anciennes fermes d'État jouèrent un rôle significatif dans cette transition foncière.

LES PARTENARIATS LOCAUX : UN FACTEUR STRUCTURANT LES BASSINS LAITIERS

L'importance des autorités locales dans la gestion des priorités politiques nationales s'est aussi traduite dans l'émergence de partenariats locaux pour supporter la dynamique de création des bassins laitiers. Lorsque les projets de mégafermes avaient vu le jour là où existait déjà une production laitière paysanne, les partenariats en place entre autorités locales, investisseurs privés et paysans ont abouti à des situations de compromis. Les mégafermes étaient alors présentées soit comme des fermes de démonstration (cas de la ferme industrielle de Ba Vi), soit

comme des unités pourvoyeuses de génisses de qualité pour les petits producteurs. Les mégafermes proposaient aussi la création d'emplois locaux, l'achat de maïs fourrager auprès des paysans riverains ou la revente de fumier aux exploitations agricoles.

Pour parvenir à ces ajustements et à ces compromis, les autorités locales ont assuré le rôle de « garants » de cette coexistence. Cela s'est traduit par exemple par l'établissement de conventions entre les firmes et les autorités locales. À Ba Vi, par exemple, la compagnie IDP signa en 2012 une convention avec les autorités du district par laquelle la société s'engageait à appuyer le développement des élevages locaux. Les autorités locales suscitérent aussi l'établissement de marques de certification ou d'indications géographiques locales favorables à la collecte de lait frais, comme la marque commerciale Lait de Moc Chau ou la marque de certification Lait frais de vache de Ba Vi. Dans cet esprit, le ministère de l'Agriculture a publié en 2017 une circulaire afin de favoriser l'établissement de partenariats publics-privés pour orienter les investissements dans l'agriculture⁷.

LA LIMITE DE LA LOGIQUE DE FILIÈRE

Cependant, la coexistence entre différentes formes de production sur un même territoire n'apparut pas toujours comme allant de soi. Dans ces partenariats locaux, les logiques de filière l'emportèrent parfois sur les objectifs de recherche de complémentarité. En 2015, par exemple, la crise du lait dans la région de Hanoï conduisit plusieurs compagnies à concentrer leur collecte de lait auprès des plus gros éleveurs afin de réduire leurs coûts d'approvisionnement. Les plus petits éleveurs furent contraints de changer d'activité. Au sud du pays, lors de la crise du prix du lait en 2016, le district de Cu Chi souhaita développer sa propre marque de certification pour le lait issu de la production locale. Cependant, l'identité du district n'était pas assez marquée pour pouvoir soutenir un développement propre.

Parfois, l'absence de compromis aboutit même à des tensions locales. Ce fut le cas par exemple en 2014 autour de la ferme TH Milk de Nghia Dan, suite à la pollution des cours d'eau de villages riverains par le lisier de la ferme. Dans ces situations, les autorités tentèrent d'accompagner l'évolution des stratégies des firmes vers des trajectoires plus durables. Concrètement, les firmes se sont investies dans des projets d'appui aux communautés locales ou dans des programmes de bourses scolaires, avec plus ou moins de succès. Ces expériences montrent que la dynamique d'évolution des bassins laitiers au Vietnam se joue dans une collaboration entre État, firmes et paysans. En raison de la contingence des arbitrages locaux, l'issue de la transition agraire reste encore incertaine.

7. Circulaire n° 14/2017 du MARD sur les « partenariats » au sein des chaînes de valeur.

CONCLUSION

Nos observations de la transition de l'élevage au Vietnam soulignent le caractère pluriel des dimensions du changement sociotechnique. La transition apparaît comme un processus progressif dans lequel les dimensions individuelles, collectives et cognitives interagissent pour produire des trajectoires différenciées (de Terssac *et al.*, 2014). Plutôt qu'au remplacement de certaines formes par d'autres, la transition aboutit à des trajectoires parallèles, c'est-à-dire à la superposition de plusieurs régimes dont l'importance varie suivant les arbitrages réalisés localement. Ces évolutions éclairent la compréhension de la coexistence entre formes de production différentes sur un même territoire. Cette coexistence apparaît de fait comme le produit d'orientations politiques, donc de rapports de force, tout en s'inscrivant dans des dynamiques marchandes pilotées par la demande, les techniques, les investissements et les modèles cognitifs. Finalement, les arbitrages des autorités publiques, qui renforcent ou fragilisent la coexistence, se révèlent « pragmatiques », dans la mesure où ils répondent à des ajustements face à des contextes socio-économiques en profonde mutation.

La coexistence entre exploitations paysannes et firmes industrielles illustre ces ajustements pragmatiques. Il s'agit d'abord pour les mégafermes de renforcer leurs achats de maïs fourrager auprès des exploitations agricoles voisines, ou de souligner l'impact de la revente de génisses de bonne qualité aux petits éleveurs. Pour les laiteries industrielles, il s'agit de souligner leur rôle dans la collecte de lait auprès des petits éleveurs. Plus généralement, les firmes laitières privées éprouvent clairement le besoin de s'inscrire dans des trajectoires « inclusives » vis-à-vis des exploitations familiales (MARD, 2019).

Notre approche permet de mieux repérer la dynamique temporelle des innovations. En particulier, le cas vietnamien renverse la perspective classique de conception de la transition agroécologique. Le modèle intensif et productiviste qualifié de « conventionnel » en Europe est considéré au Vietnam comme une forme à promouvoir, un résultat attendu de la transition. Le nouveau régime s'appuie aussi sur une construction sociale de nouveaux modèles alimentaires soucieux de la « sécurité sanitaire » qui laissent peu de place à l'intégration des enjeux environnementaux et aux spécificités locales. Du coup, la mobilisation du concept de transition agroécologique est susceptible de se heurter au contexte local. De nouveaux travaux sont nécessaires pour mieux qualifier les formes durables de productions agricoles répondant aux enjeux du Vietnam émergent. Des travaux sur les trajectoires d'exploitation, sur les exploitations de « taille moyenne » et sur les « fermes commerciales » pourraient permettre d'identifier des solutions agroécologiques pertinentes localement. De la même manière, les trajectoires de retour

vers des formes de production agricole plus intégrées sont intéressantes à examiner. Ces travaux permettraient un approfondissement du cadre conceptuel suggérant de repérer les « innovations de niche ».

Enfin, il paraît essentiel de relier l'approche de la coexistence à une analyse plus poussée de la dynamique du capital agricole et du foncier. En effet, l'émergence des mégafermes constitue un retour vers des formes productives concentrées très proches des fermes d'État qui avaient été mises en place à l'époque de l'économie collectiviste. Mais ce qui change, c'est l'importance croissante du capital financier dans la transformation de ces économies. Comme évoqué par De Koninck (2010) à propos de la transition agraire, on assiste au « passage d'une société se caractérisant par l'accumulation dans l'agriculture à une société où l'accumulation se réalise dans l'industrie ». De tels travaux centrés sur la dynamique du « capitalisme agraire » au Vietnam pourraient permettre de mieux appréhender les enjeux sociaux de la coexistence. Il s'agirait d'éclairer l'impact social de la transition, et d'analyser l'évolution des moyens d'existence des travailleurs ruraux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Brocheux P., 2009. *Une histoire économique du Viet Nam : 1850-2007*, Les Indes savantes, Paris, 257 p.
- Darnhofer I., 2015. Socio-technical transitions in farming: key concepts. In: *Transition Pathways towards Sustainability in European Agriculture. Case Studies from Europe* (Sutherland *et al.*, eds), CAB International, 17-31.
- De Koninck R., 2010. La transition agraire. In : *Transitions décréetées, transitions vécues* (Lagrée S., ed.), AFD, 45-58.
- Duteurtre G., Pham Duy Khanh, Cesaro J.D., 2015. Bassin laitier de Ba Vì : un territoire d'élevage façonné par les politiques publiques, entre logiques industrielles et soutien à la paysannerie. In : *Voies lactées : dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation* (Napoleone, Corniaux, Leclerc, eds), Cardère Éditeur, Avignon, 67-87.
- Duteurtre G., Sautier D., Pannier E., Nguyen Mai Huong, 2016. Développement durable des territoires au Vietnam et alliances entre les acteurs. In : *Développement durable et filières tropicales* (Biénabe *et al.*, eds), Éditions Quæ, Versailles, 65-78.
- FaoStat, 2019. Données par pays issues du site <http://www.fao.org/faostat/fr/#home>.
- Fortier F., Tran Thi Thu Trang, 2013. Agricultural modernization and climate change in Vietnam post-socialist transition. *Development and Change*, 44 (1), 81-99.
- Geels F.W., 2004. From sectoral systems of innovation to socio-technical systems: insights about dynamics and change from sociology and institutional theory. *Research Policy*, 33, 897-920.
- Geels F.W., Schot J., 2007. Typology of sociotechnical transition pathways. *Research Policy*, 36, 399-417.

- Gironde C., 2008. Grandes réformes et petits arrangements dans les campagnes vietnamiennes. *Autrepart* (48), 113-128, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-07/010045228.pdf.
- GSO, 2018. *Results of the Rural, Agricultural and Fishery Census 2016*, General Statistical Office (GSO), Edited by Statistical Publishing House, Hanoi, 680 p.
- GSO, 2019. Data on the milk production sector in Vietnam, Hanoi, 1 p.
- Lagrée S. (ed.), 2010. Transitions décrétées, transitions vécues : du global au local, approches méthodologiques, transversales et critiques. In : *Actes de l'université d'été régionale en sciences sociales « Les journées de Tam Dao »*, juillet 2009 (Vietnam), 411 p.
- MARD, 2019. Report of a Workshop on “Livestock Outlook and PPP Dialogue: Challenges and Potential to Develop Dairy Farming and Dairy Products” held in on 24th September, 2019 in Pan Pacific Hotel, Hanoi, organized by Partnership for Sustainable Agriculture in Vietnam (PSAV) Secretariat, Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD), Hanoi.
- Nguyen Mai Huong, Duteurtre G., Moustier P., 2017. What shapes the governance of the dairy value chain in Vietnam? Insights from Ba-Vì milkshed (Hanoi). *World Food Policy*, 4 (1), 57-81, doi:10.18278/wfp.3.2.4.1.4.
- Pham Duy Khanh, Duteurtre G., Cournut S., Messad S., Hostiou N., 2016. Caractérisation de la diversité et de la durabilité des exploitations laitières familiales au Vietnam : une étude de cas en zone péri-urbaine de Hanoi. *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, 69 (4), 131-141.
- Terssac G. (de), Truong An Quoc, Catlla M. (dir.), 2014. *Viêt-Nam en transitions*, ENS Éditions, Paris, 295 p.